

L'ETHIQUE DES AFFAIRES OU DES VALEURS QUI DEVRAIENT DORENAVANT GUIDER LES EMETTEURS ET LES INVESTISSEURS

La crise de confiance et de défiance majeure qui sévit depuis près de 5 ans corrélée à une perte de repères et une quête de sens, la recherche de nouveaux paradigmes économiques, financiers et sociaux, doit susciter une réflexion en profondeur non seulement de la part de nos élites, dirigeants politiques, chefs d'entreprises et penseurs mais également de la part de chaque salarié, collaborateur, citoyen qui se sent engagé et impliqué dans la vie de son entreprise et soucieux de l'orientation et de la marche de la vie publique.

La radicalité et la gravité de la situation que nos pays dits développés et avancés traversent appellent un temps de pause et d'introspection. Refaire l'historique de la crise, revenir sur ses causes et ses déclencheurs ne servirait à rien tant les analyses pléthoriques voire redondantes, pour certaines, ont bien permis d'identifier les racines du mal sans toutefois réussir à proposer des solutions de sortie de crise innovantes et pertinentes.

Dans ce contexte de Re-naissance, qui signifie la redécouverte du passé, la pensée d'Henri Bergson, philosophe français, est éclairante. En effet, Bergson s'interrogeait sur le rapport entre la technique et la mystique, c'est-à-dire entre l'accumulation de biens et l'élan spirituel et moral, le dynamisme par lequel l'homme regarde vers le ciel, se soulève au dessus de la terre pour promouvoir sa liberté et les valeurs supérieures de l'esprit. Pourquoi ce lien de la mystique et de la mécanique n'apparaît pas clairement dans le monde moderne ?

Force est de constater que l'on a abouti à un monde d'accumulation de biens alors que la vocation originelle de la technique était de se libérer de la servitude de la matière. L'homme est dans le déséquilibre entre la force matérielle et la force spirituelle et morale, souligne Bergson. D'où la nécessité d'un '*supplément d'âme*', désignant des ressources spirituelles et morales plus fermes, plus dynamiques, pour reconquérir la maîtrise du développement technique. En résumé, puissance et sagesse doivent aller de pair afin que la force qui peut être un instrument de libération ne se convertisse pas en un instrument de servitude.

Peut-on voir dans la dialectique de Bergson une exhortation à 'spiritualiser' le système économique et financier après la matérialisation de l'esprit?

Par ailleurs, si l'on regarde ce que nous enseigne le catholicisme, l'Encyclique Caritas in Veritate ('L'Amour dans la Vérité') décrit les objectifs et conditions économiques pour servir le bien commun. Les principes qui y sont énoncés s'appuient sur la justice commutative – égalité des valeurs échangées – et la justice distributive – juste rapport entre contribution et production.

Cette Encyclique souligne que '*sans formes internes de solidarité et de confiance réciproque, le marché ne peut pleinement remplir sa fonction économique*'. Ainsi, le modèle libéral de croissance et de création de richesse devrait intégrer une composante sociale indissociable de la recherche du profit pour atteindre sa finalité. Ainsi, la Renaissance qui s'annonce devrait placer l'homme au cœur des nouveaux modes d'organisation sociale et économique.

Lors du Forum 'Economie et Spiritualité', organisé en septembre 2011 par l'Institut Karma Ling, centre d'étude et de pratique bouddhiste basé près de Chambéry, Edgar

Morin, sociologue, a exprimé l'idée d'un nouveau paradigme, humaniste et holistique, devant être fondé sur l'interdépendance et l'altruisme. *'La crise que nous vivons sur le plan économique n'est qu'un aspect de la crise de l'humanité qui n'arrive pas encore à devenir humanité'*.

De manière unanime, la société civile, les acteurs économiques les plus vulnérables, les observateurs externes encouragent l'instauration d'une nouvelle éthique des affaires qui doit s'imposer non pas au détriment de ces dernières mais au contraire pour les rendre viables et pérennes sur le long terme. Ce vœu ne pourra se transformer en acte que si la prise de risque, le courage et très probablement une forme de renoncement qui lui sont attachés, sont pleinement assumés.

A l'heure où transparence, traçabilité et information sont devenues les maître-mots des temps modernes des affaires -introduisant ainsi une ambiguïté quant aux valeurs qui prévalaient auparavant (dissimulation, hypocrisie et mensonge ?), on observe que trop souvent, ces valeurs ne s'incarnent pas dans les enjeux stratégiques de l'entreprise, les outils de pilotage opérationnel et les politiques d'investissement et demeurent seulement des modes incantatoires.

Il est légitime de s'interroger sur ce qui est fait de l'éthique : l'éthique serait-elle devenue un terme banalisé ' passe-partout ' pour se racheter une conscience, porté fièrement par le monde des affaires ? Pour être apprivoisé par les entreprises, le développement durable a souvent été présenté comme un outil de gestion des risques. L'éthique en serait-elle devenue un autre ?

La responsabilité et la conscience font inévitablement écho à la question du croisement entre intérêts individuels et intérêt collectif, qui constituent les déterminants d'une décision, d'un choix. Comment mieux favoriser la convergence d'intérêts et l'affectio societatis ? Comment réconcilier les motivations des dirigeants et l'intérêt du groupe ?

Tout d'abord, il est important de rappeler que la crise de l'autorité constatée au sein des entreprises aujourd'hui est liée à un plus grand partage du pouvoir dans le gouvernement des entreprises - fragmentation du pouvoir, montée en puissance des parties prenantes internes et externes qui exigent de la direction des comptes.

La remise en cause des vieux principes moraux et le regard des jeunes générations porteuses d'autres valeurs nourrissent également ce phénomène.

Les affaires ne peuvent être éthiques; seuls les hommes et leurs comportements peuvent l'être. Une dimension de ce nouveau modèle de création de valeur plus équilibré et vertueux est la microfinance, formidable innovation de Muhammed Yunus, économiste bangladais, Prix Nobel de la Paix en 2006, qui vise à offrir des services financiers à des populations exclues des systèmes financiers traditionnels.

Sans revenus et sans propriété, ces populations ne présentent pas les garanties formelles exigées par les institutions financières et banques conventionnelles. La microfinance s'est construit sur ce pari incroyable et a fait la preuve de l'efficacité de son modèle économique depuis plus de 30 ans en s'appuyant sur trois principes fondamentaux: proximité spatiale, connaissance des besoins du client et confiance. C'est certainement ce troisième pilier, qui s'exprime tout au long de la relation avec le client – de l'analyse des cash flows à l'accompagnement du micro-entrepreneur dans la mise en place de son projet - qui constitue la clé du succès et c'est aussi cet élément qui fait défaut dans les relations entre les agents économiques et le système financier.

L'un des grands objectifs de la microfinance réside également dans l'"empowerment",

terme devenu récurrent depuis une décennie, à la fois dans le discours des hommes politiques, des bailleurs de fonds et des acteurs de la microfinance. Ce terme complexe et multidimensionnel, qui consiste à la responsabilisation de l'individu, a donné naissance à un nombre important d'indicateurs de la performance sociale.

Les effets de l'empowerment' sont toujours bénéfiques que ce soit dans le cas d'un chômeur longue durée, d'une femme désireuse de lancer sa propre activité en zone rurale dans un pays émergent ou encore d'un salarié évoluant au sein d'une entreprise dotée d'une culture lui permettant d'être force de proposition et de gérer et piloter des projets.

Sur ce dernier point, l'évolution des organigrammes vers des hiérarchies rétrécies et plates voit l'émergence d'un style de management et d'autorité éloigné du style directif autocratique: les salariés attendent du leader qu'ils soient à la fois proches d'eux, stratège en restant centré sur l'homme, visionnaire et qui incarnent des valeurs auxquelles les salariés adhèrent. Une fois encore, les managements participatifs, relationnels ou par délégation s'appuient sur la confiance et visent in fine une responsabilisation et autonomie accrue.

Dans cette période d'errance éthique, nombreux sont les ouvrages, conférences et formations, sous l'impulsion de coachs d'entreprise, consultants en conduite du changement ou anciens banquiers d'affaires reconvertis en conseillers, qui fleurissent sur ces thèmes porteurs : management vertueux et vertus judéo-chrétiennes, stratégie gagnante et leadership, fondamentaux de la finance responsable, la philosophie pour diriger mieux...

Ainsi, chaque dirigeant, décideur ou leader d'opinion muni de sa boîte à outils 'éthiques' serait en mesure de concevoir et produire un 'art' plus vertueux pour gérer, rémunérer, vendre, acheter ou bien encore négocier en étant pleinement conscient de l'utilité sociale de ses actes.

Les apports des régulateurs au travers d'un socle de règles visant à limiter les excès, les nouveaux regards des penseurs sur un projet de société réformée, les politiques volontaristes et engagées des gouvernants, le soin des dirigeants d'entreprises de mieux satisfaire leurs parties prenantes, le caractère innovant des gestions de portefeuille, et le bon sens de tout un chacun offriront, nous l'espérons tous, les clés d'une gouvernance plus éthique et d'un juste équilibre entre captation de valeur et utilité sociale.

V. MENDEZ

Dans La Lettre de l'AFGE n°28–4eme trimestre 2011 16 de L'Association Française de Gouvernement d'Entreprise www.afge-asso.org